Le paquet législatif allemand sur la fracturation hydraulique

14 mars 2017

Tunis



membre du Bundestag Porte-parole du groupe parlementaire Alliance 90/Les Verts chargée de la politique énergétique

Situation initiale

- En Allemagne, le gaz est surtout utilisé pour le chauffage.
- Le gaz naturel est importé à env. 90 % (RUS, NOR, NL).
- La production est en baisse en Allemagne, ainsi qu'aux Pays-Bas.
- Le gaz naturel allemand provient à 95 % du Land de Basse-Saxe; depuis 1962, la fracturation hydraulique a été utilisée environ 300 fois pour la production de gaz naturel.
- Problèmes sanitaires et environnementaux dans les régions de production
- De nombreuses régions d'Allemagne pourraient abriter des gisements de gaz ou d'huile de schiste (cf. carte cicontre).

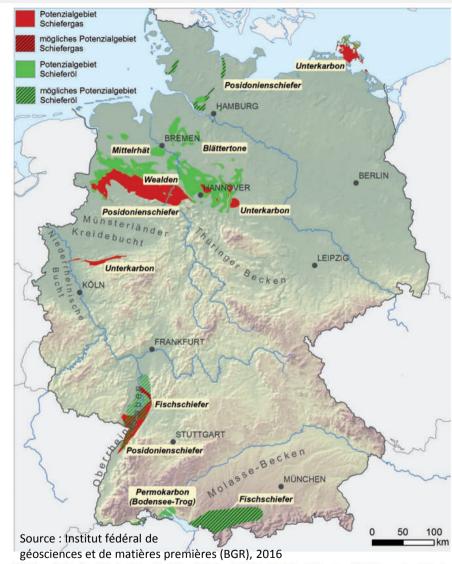


Abbildung 2.3-2: Übersicht der Potenzialgebiete: Gebiete mit Schieferöl- (grüne Flächen) und Schiefergaspotenzial (rote Flächen) mit Angabe der jeweiligen Tongesteinsformation; schraffierte Flächen: Gebiete mit möglichem Schieferöl- oder Schiefergaspotenzial; innerhalb dieser Flächen besteht Potenzial nur für einen kleineren Teilbereich, welcher nicht genauer lokalisierhar ist

Le cadre juridique

- La production de gaz naturel est régie par le droit minier.
- Pendant des années, la fracturation hydraulique n'a été ni interdite par la législation ni explicitement autorisée.
- Le boom du gaz de schiste aux États-Unis attise le débat en Allemagne.
- Le gouvernement fédéral a fait plusieurs tentatives avant de pouvoir mener à bien la procédure législative.
- Le paquet législatif sur la fracturation hydraulique a été soumis au Bundestag à la mi-2015.
- Été 2016 : vote du Bundestag et du Bundesrat
- Entrée en vigueur : 11 février 2017



Le paquet législatif du gouvernement fédéral sur la fracturation hydraulique

Modification d'un certain nombre de lois et de règlements :

- Loi portant modification des dispositions relatives à la protection de l'eau et de la nature
- Loi portant extension de la responsabilité des dommages causés par l'exploitation minière
- Règlement relatif à l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans le secteur minier
- Règlement général des industries extractives

Un examen du paquet législatif par le Bundestag est prévu pour 2022.

Comment le processus législatif s'est-il déroulé?



- Désaccord au sein de la coalition gouvernementale (entre les responsables de la politique environnementale et de la politique économique, entre le SPD et la CDU/CSU)
- Expertises sur les potentiels et les risques, réalisées notamment par des institutions publiques comme l'Office fédéral de l'environnement, l'Institut fédéral de géosciences et de matières premières (BGR), le Conseil d'experts en questions environnementales, etc.



- Protestations d'associations de protection de l'environnement, d'initiatives, d'Églises, ... contre la fracturation hydraulique
- Intense campagne de lobbying de l'industrie du gaz naturel (surtout ExxonMobil)
- À l'initiative des ministres régionaux des Verts, le Bundesrat a exigé des dispositions plus restrictives! [certaines ont été adoptées]
- Les groupes parlementaires des partis de la coalition gouvernementale ont mis plus d'un an à trouver un compromis.

Amendements déposés par les Verts au Bundestag



- Interdiction absolue de la fracturation hydraulique dans le droit minier : « Il est interdit de fracturer les roches par pression hydraulique à des fins de prospection et d'extraction d'hydrocarbures. »
- <u>Durcissement des obligations environnementales</u> même pour la production de pétrole et de gaz sans fracturation hydraulique
- <u>Faire la lumière sur les risques sanitaires</u>: appuyer les enquêtes, éliminer les causes
- Accélérer la transition énergétique : accompagner le changement structurel, préparer la sortie des énergies fossiles, réformer le droit minier

Que signifie la nouvelle législation ?

- L'attribution des permis de fracturation hydraulique est réglementée par le régime juridique des eaux :
 - pour l'extraction de gaz de réservoir compact et de pétrole dans le grès ;
 - l'utilisation de fluides de fracturation faiblement nocifs pour l'eau est autorisée;
 - pour des forages scientifiques (maximum 4) dans les schistes, les marnes, les argiles et les roches contenant des veines de charbon, dans la mesure où le gouvernement du Land donne son accord;
 - Une commission d'experts assurera l'encadrement scientifique des forages d'essai.
 - Fracturation hydraulique à des fins commerciales dans les schistes, les marnes, les argiles et les roches contenant des veines de charbon à partir de 2022 en cas de vote positif du Bundestag

Que fait la commission d'experts?

- Elle est chargée d'assurer l'encadrement scientifique indépendant de quatre forages de recherche.
- Elle est composée de 6 membres issus :
 - de l'Institut fédéral de géosciences et de ressources naturelles (BGR);
 - de l'Office fédéral de l'environnement (UBA);
 - de l'Office de géologie d'un des Länder ;
 - du Centre allemand de recherche en géosciences de Potsdam (société Helmholtz);
 - du Centre Helmholtz de recherche environnementale de Leipzig et
 - d'une autorité de Land responsable du secteur de l'eau.
- Plus de 4 millions d'euros par an sont prévus au budget fédéral.
- Les résultats de la recherche serviront de base à la décision du Bundestag, qui devra autoriser ou interdire en 2022 la fracturation hydraulique de schiste à des fins commerciales.

- Interdiction générale de la fracturation hydraulique dans les zones suivantes :
 - zones déclarées zones de protection des eaux et des sources minérales ;
 - zones de puisage d'eau et bassins hydrographiques pour l'approvisionnement public en eau;
 - zones de puisage d'eau et bassins hydrographiques pour l'industrie de l'eau minérale et des boissons et l'industrie alimentaire;
 - aires naturelles protégées et parcs nationaux, mais les forages obliques sont possibles!
- L'évaluation de l'impact sur l'environnement est rendue obligatoire pour tous les forages gaziers/pétroliers (avec ou sans fracturation hydraulique) et pour l'élimination des eaux de gisement.
- L'évaluation de l'impact sur l'environnement comporte une participation du public. Elle ne peut pas empêcher les projets, mais imposer des obligations.

Quelles sont les conséquences des nouvelles dispositions pour les Länder et les communes ?

- Les demandes de fracturation hydraulique déposées par les entreprises doivent être autorisées par les autorités compétentes des Länder.
- Les Länder ne peuvent interdire la fracturation hydraulique <u>que</u> dans les zones minières.
- Si les districts (Landkreise) et les entreprises de distribution d'eau créent de (nouvelles) zones de protection des eaux, la fracturation hydraulique/l'injection sous pression y sont interdites.
- Les communes doivent être associées à la procédure d'autorisation, il faut parvenir à un « accord » avec elles (le refus doit être motivé au regard de la législation sur la protection des eaux).

Quel est l'avenir de la fracturation hydraulique?



Source : BUND (Association allemande de protection de l'environnement et de la nature)

- En Allemagne, 80 % des personnes interrogées sont opposées à la fracturation hydraulique (sondage Emnid 4/2016).
- Jusqu'à présent, aucune demande de fracturation hydraulique n'a été déposée auprès des offices des mines des Länder.
- La commission d'experts n'a pas encore été instituée.
- Aucun Land n'accepte de forages d'essai pour le gaz de schiste.
- Plus de 2 500 communes ont adopté des résolutions contre la fracturation hydraulique (cf. le panneau de signalisation « Stop à la fracturation hydraulique» ci-contre).
- L'industrie gazière et pétrolière a annoncé une nouvelle campagne de forage.

Quel est l'avis des Verts sur la législation du gouvernement fédéral ?



Enfin une réglementation pour une **PARTIE** de la fracturation hydraulique !

- La pression exercée par les organisations de défense de l'environnement et les initiatives a réussi à empêcher des autorisations plus larges.
- ➤ Mais la loi ne suffit pas. Il est trompeur de distinguer une « bonne » et une « mauvaise » fracturation hydraulique.
- Nous exigeons une interdiction générale de la fracturation hydraulique pour la prospection et l'extraction d'hydrocarbures, même dans le grès (gaz de réservoir compact). Même cette méthode présente des risques importants.
- Prendre au sérieux les objectifs climatiques et le principe de précaution!

Les réserves mondiales de combustibles fossiles

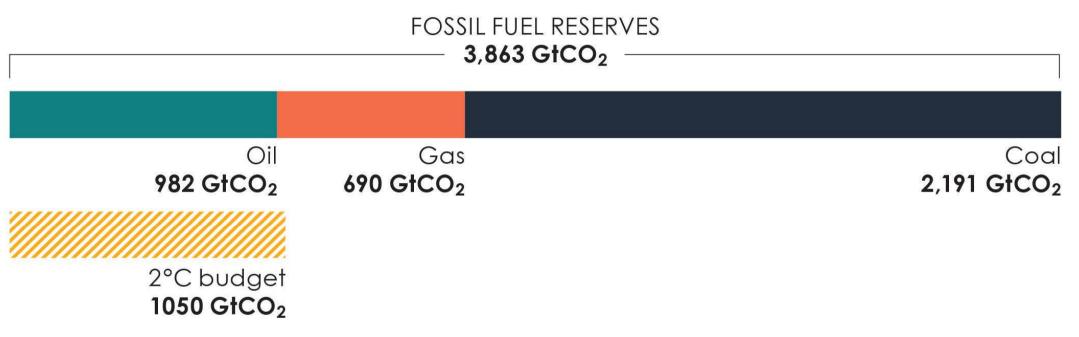


Figure 2: Conventional and unconventional fossil fuel reserves of coal, oil and gas, and the global carbon budget compatible with scenarios limiting global mean warming to 2°C above pre-industrial temperatures. Source of Fossil Fuel Reserves: IPCC, 2011, Figure 1.7; Source of Carbon Budget: IPCC, 2013 and IPCC erratum November 11, 2013.

Le gaz naturel et la lutte contre le changement climatique

La combustion de gaz naturel produit relativement peu de CO₂.

Les centrales à gaz naturel sont relativement flexibles et donc faciles à combiner avec les énergies renouvelables.



Mais:

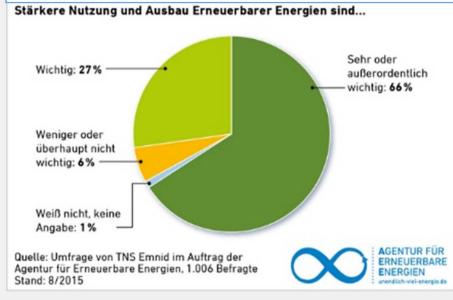
- L'extraction a toujours un impact sur l'environnement.
- Fuites de méthane lors de l'extraction et du transport, le méthane est 21 fois plus nocif pour le climat que le CO₂.
- Consommation d'énergie tout au long de la chaîne de production et de transport jusqu'au point de consommation.
- Risque d'investissements en pure perte dans l'infrastructure gazière

La fracturation hydraulique et la lutte contre le réchauffement climatique sont incompatibles

- La législation prolonge l'ère fossile, elle va à l'encontre de la lutte contre le changement climatique et des objectifs de Paris!
- Si l'on veut limiter le réchauffement de la planète à moins de 2 degrés, 80 % des ressources fossiles doivent rester dans le sol.
- ➤ Quel est le vrai bilan climatique du gaz naturel, si l'on tient compte de l'extraction et du transport ?
- Il faut développer les autres solutions et orienter les investissements en conséquence :
 - économies d'énergie ;
 - efficacité énergétique ;
 - passage au « tout énergies renouvelables ».

Non à la fracturation hydraulique, oui à la transition énergétique/la décarbonisation

93 % des Allemands sont favorables à une montée en puissance des énergies renouvelables



Sortir du pétrole et du charbon, remplacer le gaz naturel :

- Ne pas limiter la transition énergétique à l'électricité (100 % d'électricité renouvelable, contre actuellement 33 % en Allemagne), mais l'étendre:
- ➤ au chauffage (actuellement 13 % d'énergies renouvelables);
- ➤ aux transports (actuellement 5 % d'énergies renouvelables).
- Ne pas se limiter aux énergies renouvelables, mais viser également
- ▶ l'efficacité énergétique, les économies d'énergie (énormes potentiels inutilisés)

Quels sont les enseignements à tirer de la procédure législative ?

- De nombreuses régions sont susceptibles d'être affectées = fort intérêt des médias, les députés sont confrontés au sujet sur le terrain
- La pression exercée par la société civile a permis des durcissements décisifs de la réglementation, malgré le lobbying intensif de l'industrie gazière.
- Le paquet réglementaire est devenu très complexe il aurait été plus simple d'imposer une interdiction générale, comme en France.
- Le droit minier doit être réformé, car il ne tient compte ni des objectifs climatiques de Paris ni des autres objectifs politiques supérieurs
- Le conseil scientifique est important pour le procesus politique, mais il ne peut pas remplacer les décisions politiques [commission d'experts]

MERCI!

Dr. Julia Verlinden, MdB

membre du Bundestag
Porte-parole du groupe parlementaire
Alliance 90/Les Verts
chargée de la politique énergétique

www.julia-verlinden.de www.facebook.com/jul.verlinden www.twitter.com/julia_verlinden